



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Points 130 et 69 b) de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

**Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

Comité contre la torture

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/67/L.45

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état des incidences sur le budget-programme, que le Secrétaire général a présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, et qui portait sur le projet de résolution A/C.3/67/L.45 sur le Comité contre la torture (A/C.5/67/11). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

2. Aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.3/67/L.45, l'Assemblée générale déciderait d'autoriser le Comité contre la torture, à titre de mesure provisoire, à continuer de se réunir pendant une semaine supplémentaire à chacune de ses sessions à compter de mai 2013 et jusqu'à la fin novembre 2014, afin de résorber l'arriéré des rapports des États parties et des recours individuels en attente d'examen, sans pour autant compromettre son processus intergouvernemental visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme (voir A/C.5/67/11, par. 2). Ayant demandé des précisions sur cet arriéré, le Comité consultatif a été informé qu'il était actuellement constitué de 22 rapports d'États parties et de 115 recours déposés par des particuliers. Il a également été informé que le Comité contre la torture recevait, en moyenne, 17 rapports et 40 recours par an.



3. D'après le Secrétaire général, avec du temps de réunion supplémentaire, le Comité contre la torture pourrait examiner 2 rapports de plus par session, soit un total de 8 rapports sur la période de deux ans (2013 et 2014), et 5 recours individuels de plus par session, soit un total de 20 recours sur la période. Il pourrait aussi maintenir sa procédure facultative d'aide à l'établissement des rapports et adopter ainsi, en moyenne, 10 listes de points à traiter de plus par session, soit 40 de plus pour la période de deux ans (voir A/C.5/67/11, par 5 à 7). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'une semaine de réunions de plus représenterait, sur la session, 2 rapports, 5 recours individuels et une moyenne de 10 listes de points à traiter de plus. Il a également été informé que la procédure facultative d'aide à l'établissement des rapports consistait à transmettre une liste de points à traiter aux États parties avant qu'ils ne présentent leurs rapports au Comité contre la torture, ce qui évitait d'avoir à le faire après et d'attendre la réponse des États parties, et permettait ainsi de gagner du temps et de l'argent.

4. Dans l'état des incidences, le Secrétaire général indique que si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution, il faudrait prévoir des crédits pour financer 40 réunions supplémentaires, notamment les services d'interprétation dans les langues officielles, les comptes rendus analytiques, la documentation supplémentaire à fournir avant, pendant et après la session, et l'indemnité journalière des membres du Comité contre la torture. Par ailleurs, il faudrait recruter du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 chargé d'assurer, sur la période de deux ans (2013 et 2014), l'équivalent de 14 mois de travail par an (voir A/C.5/67/11, par. 11 et 12).

5. Ayant demandé des précisions sur le montant total annuel des dépenses liées à cette semaine supplémentaire de réunions depuis que l'Assemblée générale avait approuvé pour la première fois, en 2011, la prolongation du temps de réunion, le Comité consultatif a été informé que les dépenses prévues au titre des voyages et de l'indemnité journalière des représentants s'élevaient à 87 850 dollars en 2011, contre 81 060 dollars en 2012. Le Comité a également été informé que le montant de 87 850 dollars demandé en 2011 était plus élevé parce que celui de l'indemnité journalière l'était aussi, s'établissant à 624,40 dollars en mai et à 631,40 dollars en août, contre 572,60 dollars cette année. Le Comité a par ailleurs été informé que la Division de la gestion des conférences de Genève n'était pas en mesure de communiquer le montant total des dépenses liées aux services de conférence que nécessitait la semaine supplémentaire de réunions, car il n'existait pas, à l'heure actuelle, de système de comptabilisation des coûts permettant de le déterminer. **Le Comité trouve que les informations relatives aux dépenses qu'entraînerait une semaine supplémentaire de réunions sont insuffisantes et recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de communiquer, dans son deuxième rapport sur l'exécution du budget, les chiffres relatifs aux services de conférence nécessités par une semaine supplémentaire de réunions.**

6. Les recommandations proposées par le Secrétaire général figurent aux paragraphes 20 et 21 de l'état des incidences. Les crédits supplémentaires nécessaires s'élèveraient à 1 444 600 dollars par an pour la période de deux ans (2013 et 2014), répartis comme suit : 294 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme), 1 143 900 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 6 100 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)]. S'agissant de l'exercice biennal 2012-2013, il est indiqué qu'aucune provision n'a été constituée au titre de ces activités et qu'il n'y a pas de possibilité de mettre un terme à des activités, d'en

ajourner, d'en réduire ou d'en modifier dans les chapitres correspondants du budget-programme. Par conséquent, le montant de 1 444 600 dollars serait imputé sur le fonds de réserve et nécessiterait l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice biennal. Les ressources supplémentaires nécessaires pour 2014, d'un montant de 1 444 600 dollars, seraient inscrites dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (voir A/C.5/67/11, par. 18, 20 et 21).

7. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations sur les sessions du Comité contre la torture depuis la première session de 1988, qui indiquent que le temps de réunion augmente au fil des années (annexe I). Bien que ce soit l'Assemblée générale qui accorde au Comité contre la torture ce temps de réunion supplémentaire, le Comité consultatif observe que le temps de réunion suit une courbe ascendante d'année en année, qui s'explique probablement par l'augmentation du nombre des États parties à la Convention contre la torture et de la charge de travail. Le Comité consultatif a également obtenu, sur sa demande, les tableaux actualisés des dépenses engagées au titre des chapitres 2, 24 et 29E au 31 octobre 2012 (annexe II). Il constate que le montant des ressources supplémentaires demandé au titre des chapitres 24 and 29E est nettement inférieur à celui demandé au titre du chapitre 2, pour lequel le montant des dépenses mentionnées au paragraphe 5 du présent rapport n'a pas pu être communiqué. **Compte tenu de ces facteurs, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée prie le Secrétaire général de tout mettre en œuvre pour répondre aux besoins supplémentaires, faute de quoi il devra rendre compte des dépenses supplémentaires dans son deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme.**

Annexe I

Informations sur les sessions du Comité contre la torture depuis sa première session de 1988

<i>Session</i>	<i>Dates</i>	<i>Rapports des États parties</i>	<i>Nombre de communications émanant de particuliers adoptées</i>	<i>Enquêtes</i>
49	29 octobre-23 novembre 2012	Fédération de Russie, Gabon, Mexique, Norvège, Pérou, Qatar, Sénégal, Tadjikistan, Togo	12	
48	7 mai-1 ^{er} juin 2012	Albanie, Arménie, Canada, Cuba, Grèce, République arabe syrienne, République tchèque, Rwanda	13	Népal
47	31 octobre-25 novembre 2011	Allemagne, Bélarus, Bulgarie, Djibouti, Grèce, Madagascar, Maroc, Paraguay, Sri Lanka	11	
46	9 mai-3 juin 2011	Finlande, Ghana, Irlande, Koweït, Maurice, Monaco, Slovénie, Turkménistan	14	
45	1 ^{er} -19 novembre 2010	Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Équateur, Éthiopie, Mongolie, Turquie	5	
44	26 avril-14 mai 2010	Autriche, Cameroun, France, Jordanie, Liechtenstein, République arabe syrienne, Suisse, Yémen	4	
43	2-20 novembre 2009	Azerbaïdjan, Colombie, El Salvador, Espagne, Moldova, Slovaquie, Yémen	4	
42	27 avril-15 mai 2009	Chili, Honduras, Israël, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Philippines, Tchad	3	
41	3-21 novembre 2008	Belgique, Chine Macao et Hong Kong, Kazakhstan, Kenya, Lituanie, Monténégro, Serbie	9	
40	28 avril-16 mai 2008	Algérie, Australie, Costa Rica, ex-République yougoslave de Macédoine, Indonésie, Islande, Suède, Zambie	4	
39	5-23 novembre 2007	Bénin, Estonie, Lettonie, Norvège, Ouzbékistan, Portugal	8	Brésil
38	30 avril-18 mai 2007	Danemark, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Japon, Ukraine	9	
37	6-24 novembre 2006	Afrique du Sud, Burundi, Fédération de Russie, Guyana, Hongrie, Mexique Tadjikistan	14	
36	1 ^{er} -19 mai 2006	États-Unis d'Amérique, Guatemala, Pérou, Qatar, République de Corée, République de Géorgie, Togo	7	
35	7-25 novembre 2005	Autriche, Bosnie-Herzégovine, Équateur, France, Guyana, Népal, République démocratique du Congo, Sri Lanka	14	

<i>Session</i>	<i>Dates</i>	<i>Rapports des États parties</i>	<i>Nombre de communications émanant de particuliers adoptées</i>	<i>Enquêtes</i>
34	2-21 mai 2005	Albanie, Bahreïn, Canada, Finlande, Ouganda, Suisse, Togo	10	
33	15-26 novembre 2004	Argentine, Grèce, Royaume-Uni	5	Serbie et Monténégro (ex-Yougoslavie)
32	3-21 mai 2004	Allemagne, Bulgarie, Chili, Croatie, Monaco, Nouvelle-Zélande, République tchèque	11	
31	10-21 novembre 2003	Cameroun, Cambodge, Colombie, Lettonie, Lituanie, Maroc, Yémen	14	Mexique
30	28 avril-16 mai 2003	Azerbaïdjan, Belgique, Cambodge, Islande, Moldova, Slovénie, Turquie	10	
29	11-22 novembre 2002	Belgique, Chypre, Égypte, Espagne, Estonie, Slovénie, Venezuela	11	Sri Lanka
28	29 avril-17 mai 2002	Arabie saoudite, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Luxembourg, Norvège, Ouzbékistan, Suède	10	
27	12-23 novembre 2001	Bénin, Indonésie, Israël, Ukraine, Zambie	8	Pérou
26	30 avril-18 mai 2001	Bolivie (État plurinational de), Brésil, Costa Rica, Géorgie, Grèce, Kazakhstan, République tchèque, Slovaquie	8	
25	13-24 novembre 2000	Arménie, Australie, Bélarus, Cameroun, Canada, Guatemala	4	
24	1 ^{er} -19 mai 2000	Chine, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Paraguay, Pays-Bas/Pays-Bas Antilles/Aruba, Pologne, Portugal, Slovénie	7	
23	8-19 novembre 1999	Autriche, Azerbaïdjan, Finlande, Kirghizistan, Malte, Ouzbékistan, Pérou	10	
22	26 avril-14 mai 1999	Bulgarie, Égypte, ex-République yougoslave de Macédoine, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Luxembourg, Maroc, Maurice, Venezuela	6	
21	9-20 novembre 1998	Croatie, Hongrie, Islande, Royaume-Uni, Tunisie, Yougoslavie	8	
20	4-22 mai 1998	Allemagne, France, Guatemala, Israël, Koweït, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Sri Lanka	10	
19	10-21 novembre 1997	Argentine, Cuba, Chypre, Espagne, Portugal, Suisse	6	
18	28 avril-9 mai 1997	Danemark, Israël, Mexique, Namibie, Paraguay, Suède, Ukraine	6	
17	11-22 novembre 1996	Algérie, Fédération de Russie, Géorgie, Pologne, République de Corée, Uruguay	1	Égypte

<i>Session</i>	<i>Dates</i>	<i>Rapports des États parties</i>	<i>Nombre de communications émanant de particuliers adoptées</i>	<i>Enquêtes</i>
16	30 avril-10 mai 1996	Algérie, Fédération de Russie, Géorgie, Pologne, République de Corée, Uruguay	3	
15	13-24 novembre 1995	Colombie, Danemark, Guatemala, Italie, Royaume-Uni (dépendances de la Couronne), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	12	
14	24 avril-5 mai 1995	Italie, Jordanie, Maurice, Pays-Bas, Pays-Bas (Antilles), Pays-Bas (Aruba)	4	
13	7-18 novembre 1994	Chili, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Monaco, Maroc, Pérou, République tchèque	4	Turquie
12	18-28 avril 1994	Grèce, Israël, Népal, Suisse	1	
11	8-19 novembre 1993	Belize, Chypre, Égypte, Équateur, Paraguay, Pologne, Portugal	1	
10	19-30 avril 1993	Canada, Chine, Espagne, Hongrie, Panama, Suède	1	
9	9-20 novembre 1992	Afghanistan, Allemagne, Argentine, Bélarus, Jamahiriya arabe libyenne, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni (dépendances de la Couronne), Ukraine	1	
8	27 avril-8 mai 1992	Italie, Luxembourg, Roumanie, Uruguay	3	
7	11-21 novembre 1991	Australie, Bulgarie, Cameroun, Équateur, Jamahiriya arabe libyenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Données non disponibles	
6	22 avril-3 mai 1991	Algérie, Chili, Panama	Données non disponibles	
5	12-23 novembre 1990	Équateur, Espagne, Finlande, Grèce, Pays-Bas (Antilles), Pays-Bas (Aruba), Turquie	Données non disponibles	
4	23 avril-4 mai 1990	Chine, Pays-Bas, Sénégal, Tunisie, Ukraine	Données non disponibles	
3	13-24 novembre 1989	Argentine, Bélarus, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Fédération de Russie, France, Hongrie, Suisse	3	
2	17-28 avril 1989	Autriche, Danemark, Égypte, Mexique, Norvège, Philippines, Suède	---	
1	18-22 avril 1988	---	---	

Annexe II

Tableaux des dépenses

Tableau 1

Chapitre 24 (Droits de l'homme) (total) : dépenses au 31 octobre 2012

Objet de dépense	Crédits ouverts		Solde des montants affectés et non décaissés	Montants décaissés	Total montants engagés	Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)	Montants non engagés, solde des montants affectés
	Montants votés	Montants affectés en 2012					
Postes	108 690 700	54 192 500	302 178	50 439 283	50 741 461	93,60	3 451 039
Autres dépenses de personnel	8 913 300	6 557 800	647 718	4 231 327	4 879 045	74,40	1 678 755
Émoluments des non-fonctionnaires	200	100					100
Consultants	1 334 000	793 800	272 835	373 444	646 279	81,40	147 521
Frais de voyage des représentants	22 551 500	12 117 400	1 710 385	7 368 969	9 079 353	74,90	3 038 047
Frais de voyage du personnel	4 351 800	2 676 200	746 663	1 843 869	2 590 532	96,80	85 668
Services contractuels	1 711 900	866 500	119 184	465 895	585 079	67,50	281 421
Frais généraux de fonctionnement	3 303 600	1 794 700	523 262	723 968	1 247 230	69,50	547 470
Dépenses de représentation	18 800	9 100		4 225	4 225	46,40	4 875
Fournitures et accessoires	664 600	332 800	44 499	216 604	261 103	78,50	71 697
Mobilier et matériel	712 100	361 000	24 887	155 555	180 442	50,00	180 558
Subventions et contributions	2 062 900	1 038 100	220 175	465 811	685 986	66,10	352 114
Total	154 315 400	80 740 000	4 611 785	66 288 949	70 900 734	87,80	9 839 266

Tableau 2

Chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 : dépenses au 31 octobre 2012 : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève)

Objet de dépense	Crédits ouverts		Solde des montants affectés et non décaissés	Montants décaissés	Total montants engagés	Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)	Montants non engagés, solde des montants affectés
	Montants votés	Montants affectés en 2012					
Postes	104 505 600	52 101 500	294 134	48 771 511	49 065 644	94,20	3 035 856
Autres dépenses de personnel	7 597 700	5 902 400	647 718	3 802 531	4 450 249	75,40	1 452 151
Émoluments des non-fonctionnaires	200	100					100
Consultants	1 334 000	793 800	272 835	373 444	646 279	81,40	147 521
Frais de voyage des représentants	22 551 500	12 117 400	1 710 385	7 368 969	9 079 353	74,90	3 038 047
Frais de voyage du personnel	4 254 500	2 627 400	741 893	1 807 894	2 549 787	97,00	77 613
Services contractuels	1 676 400	848 600	117 421	460 615	578 036	68,10	270 564
Frais généraux de fonctionnement	3 127 300	1 706 300	518 344	664 446	1 182 790	69,30	523 510
Dépenses de représentation	16 900	8 200		4 020	4 020	49,00	4 180

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Solde des montants affectés et non décaissés</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Total montants engagés</i>	<i>Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)</i>	<i>Montants non engagés, solde des montants affectés</i>
	<i>Montants votés</i>	<i>Montants affectés en 2012</i>					
Fournitures et accessoires	640 300	320 700	44 499	213 939	258 438	80,60	62 262
Mobilier et matériel	692 300	351 300	24 887	152 235	177 122	50,40	174 178
Subventions et contributions	2 062 900	1 038 100	220 175	465 811	685 986	66,10	352 114
Total	148 459 600	77 815 800	4 592 290	64 085 414	68 677 704	88,30	9 138 096

Tableau 3

Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (total) : dépenses au 31 octobre 2012

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Solde des montants affectés et non décaissés</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Total montants engagés</i>	<i>Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)</i>	<i>Montants non engagés, solde des montants affectés</i>
	<i>Montants votés</i>	<i>Montants affectés en 2012</i>					
Postes	478 152 800	238 481 800	365 370	217 479 267	217 844 637	91,30	20 637 163
Autres dépenses de personnel	54 574 500	29 992 000	1 735 056	19 281 728	21 016 783	70,10	8 975 217
Consultants		32 800	29 881	10 800	40 681	124,00	(7 881)
Frais de voyage des représentants	296 800	206 500	45 238	83 709	128 947	62,40	77 553
Frais de voyage du personnel	290 200	157 700	4 374	104 352	108 727	68,90	48 973
Services contractuels	26 010 400	12 861 600	4 635 807	4 803 126	9 438 933	73,40	3 422 667
Frais généraux de fonctionnement	3 776 700	1 841 400	327 447	1 551 082	1 878 529	102,00	(37 129)
Dépenses de représentation	8 400	13 900		11 582	11 582	83,30	2 318
Fournitures et accessoires	2 333 700	1 155 600	319 602	562 670	882 272	76,30	273 328
Mobilier et matériel	3 645 700	1 816 500	248 216	337 357	585 573	32,20	1 230 927
Aménagement des locaux		5 000 000					5 000 000
Subventions et contributions	47 565 300	23 788 700		11 208 569	11 208 569	47,10	12 580 131
Total	616 654 500	315 348 500	7 710 990	255 434 243	263 145 232	83,40	52 203 268

Tableau 4

Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) : dépenses au 31 octobre 2012 : Assemblée générale et gestion des conférences (Genève)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Solde des montants affectés et non décaissés</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Total montants engagés</i>	<i>Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)</i>	<i>Montants non engagés, solde des montants affectés</i>
	<i>Montants votés</i>	<i>Montants affectés en 2012</i>					
Traitements	134 146 400	66 953 000		65 171 222	65 171 222	97,30	1 781 778
Dépenses communes de personnel	46 242 400	23 083 400	162 362	21 057 153	21 219 515	91,90	1 863 885

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Solde des montants affectés et non décaissés</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Total montants engagés</i>	<i>Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)</i>	<i>Montants non engagés, solde des montants affectés</i>
	<i>Montants votés</i>	<i>Montants affectés en 2012</i>					
Services de conférence supplémentaires	34 009 100	16 508 400	582 013	11 149 493	11 731 506	71,10	4 776 894
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	591 300	294 200	98 027	55 311	153 338	52,10	140 862
Autres dépenses de personnel	647 300	323 500	8 716	92 846	101 562	31,40	221 938
Consultants et experts			7 881		7 881		(7 881)
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	42 900	20 700	1 082	17 342	18 424	89,00	2 276
Services contractuels	9 871 200	4 881 200	1 489 742	1 751 184	3 240 927	66,40	1 640 27
Frais généraux de fonctionnement	1 692 900	813 800	270 561	636 661	907 222	111,50	(93 422)
Dépenses de représentation	1 900	800		773	773	96,60	27
Fournitures et accessoires	689 200	343 000	255 270	286 863	542 132	158,10	(199 132)
Mobilier et matériel	1 399 000	696 400	79 490	48 635	128 125	18,40	568 275
Bourses, subventions et contributions				1 919	1 919		(1 919)
Total	229 333 600	113 918 400	2 955 144	100 269 403	103 224 546	90,60	10 693 854

Tableau 5
Chapitre 29E [Administration (Genève)] : dépenses au 31 octobre 2012

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Solde des montants affectés et non décaissés</i>	<i>Montants décaissés</i>	<i>Total montants engagés</i>	<i>Total montants engagés/ montants affectés (pourcentage)</i>	<i>Montants non engagés, solde des montants affectés</i>
	<i>Montants votés</i>	<i>Montants affectés en 2012</i>					
Postes	86 637 000	43 196 400	52 647	43 016 778	43 069 426	99,70	126 974
Autres dépenses de personnel	6 724 500	3 349 800	48 332	1 920 497	1 968 829	58,80	1 380 971
Consultants			7 409	14 678	22 087		(22 087)
Frais de voyage du personnel	109 400	137 100	33 008	79 874	112 882	82,30	24 218
Services contractuels	6 728 000	3 323 300	117 621	2 365 937	2 483 558	74,70	839 742
Frais généraux de fonctionnement	39 395 200	19 179 500	6 258 222	11 789 297	18 047 519	94,10	1 131 981
Dépenses de représentation	3 600	1 900		1 601	1 601	84,20	299
Fournitures et accessoires	2 748 100	1 326 400	414 395	550 909	965 305	72,80	361 095
Mobilier et matériel	3 184 900	1 562 800	167 344	452 504	619 848	39,70	942 952
Subventions et contributions	4 115 200	2 007 100		1 666 516	1 666 516	83,00	340 584
Total	149 645 900	74 084 300	7 098 978	61 858 591	68 957 569	93,10	5 126 731